

SIREY
UNIVERSITÉ

Alain COËURET
Bernard GAURIAU
Michel MINÉ

Droit du travail

2^e édition



DR905

Alain Cœuret

Agrégé des Facultés de droit

Directeur du master de droit social de l'Université de Cergy-Pontoise

Ancien Conseiller à la Cour de cassation

Bernard Gauriau

Agrégé des Facultés de droit

Professeur à l'Université d'Angers

Avocat associé – Cabinet Idavocats

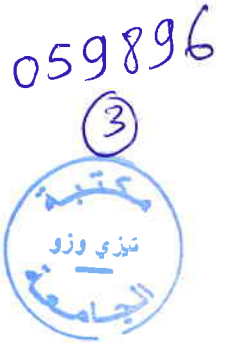
Michel Miné

Professeur associé au CNAM (chaire du droit social)

Droit du travail

2^e édition

2009



Sommaire

Sommaire	V
Introduction	1
CHAPITRE 1. Généralités	3
CHAPITRE 2. Les sources du droit du travail	11
CHAPITRE 3. L'intervention de l'État	27

PREMIÈRE PARTIE L'ENTREPRISE

SOUS-PARTIE I. L'ORGANISATION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Titre I. Les structures

CHAPITRE 1. Entreprise, établissement et groupe de sociétés	41
CHAPITRE 2. Les éléments constitutifs de l'entreprise	51
CHAPITRE 3. L'unité économique et sociale, entreprise émergente	57

Titre II. Les pouvoirs du chef d'entreprise

CHAPITRE 1. Le pouvoir de direction	69
CHAPITRE 2. Le pouvoir normatif du chef d'entreprise	75
CHAPITRE 3. Le pouvoir disciplinaire	85

Titre III. Le contre-pouvoir

CHAPITRE 1. Les délégués du personnel (C. trav., art. L. 2311-1 et s.)	103
CHAPITRE 2. Le comité d'entreprise (C. trav., art. L. 2321-1 et s.)	121
CHAPITRE 3. Comité de groupe et comité d'entreprise européen	147
CHAPITRE 4. La représentation syndicale dans l'entreprise	155

Titre IV. Le statut protecteur des représentants des travailleurs

CHAPITRE 1. Objet et fondements de la protection	171
CHAPITRE 2. Champ d'application	175
Sous-titre 1. La procédure de licenciement et les voies de recours	185
CHAPITRE 1. La procédure spéciale	187
CHAPITRE 2. Les voies de recours	189
CHAPITRE 3. Le licenciement prononcé après une autorisation annulée ou en l'absence d'autorisation	193

Sous-titre 2. Les motifs de licenciement	197
<i>CHAPITRE 1. Le motif économique</i>	199
<i>CHAPITRE 2. Le motif disciplinaire</i>	205
<i>CHAPITRE 3. Les motifs personnels non fautifs</i>	209
Sous-titre 3. Les motifs transversaux de refus de l'autorisation de licenciement	211
<i>CHAPITRE 1. Le caractère discriminatoire de la demande</i>	213
<i>CHAPITRE 2. L'intérêt général au maintien du mandat</i>	215

SOUS-PARTIE 2. L'ENTRÉE DU SALARIÉ DANS L'ENTREPRISE

Titre I. Les contrats intégrant le salarié dans l'entreprise

<i>CHAPITRE 1. Le contrat de travail</i>	221
<i>CHAPITRE 2. Le prêt de main-d'œuvre</i>	269
<i>CHAPITRE 3. Les contrats de travail « aidés »</i>	285

Titre II. Les changements affectant la relation de travail

<i>CHAPITRE 1. La suspension du contrat de travail</i>	297
<i>CHAPITRE 2. La révision du contrat de travail</i>	303
<i>CHAPITRE 3. Le transfert d'entreprise (modification dans la situation juridique de l'employeur)</i>	311

SOUS-PARTIE 3. LE DÉPART DU SALARIÉ DE L'ENTREPRISE

Titre I. Le droit commun du licenciement

<i>CHAPITRE 1. La procédure de licenciement</i>	325
<i>CHAPITRE 2. L'exigence d'une cause réelle et sérieuse</i>	333
<i>CHAPITRE 3. Les licenciements interdits</i>	349

Titre II. Le licenciement pour motif économique

<i>CHAPITRE 1. La notion</i>	365
<i>CHAPITRE 2. Les régimes</i>	371
<i>CHAPITRE 3. Contrôle et sanctions</i>	387

Titre III. Les autres modes de rupture

Sous-titre 1. Les modes judiciaires de rupture	399
<i>CHAPITRE 1. Résiliation judiciaire à la demande de l'employeur</i>	401
<i>CHAPITRE 2. Résiliation judiciaire à la demande du salarié</i>	405
Sous-titre 2. Les modes de rupture non judiciaires	407
<i>CHAPITRE 1. La rupture anticipée du CDD</i>	409
<i>CHAPITRE 2. La démission</i>	413

CHAPITRE 3. La prise d'acte	417
CHAPITRE 4. De la résolution amiable à la rupture conventionnelle	421
CHAPITRE 5. Le retrait du salarié	427
CHAPITRE 6. La force majeure	431

Titre IV. Les conflits de ruptures dans le temps

Sous-titre 1. L'employeur prend l'initiative de la rupture	435
Sous-titre 2. Le salarié prend l'initiative de la rupture	437

Titre V. Les suites de la rupture

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAVAIL

SOUS-PARTIE 1. LE STATUT LÉGAL

Titre I. La dignité dans le travail

CHAPITRE 1. Les droits et libertés fondamentaux	453
CHAPITRE 2. La non-discrimination	467

Titre II. Conditions et organisation du travail

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. Introduction au droit de la santé et de la sécurité au travail	493
Sous-titre 1. Les règles de santé et de sécurité	501
CHAPITRE 1. Les règles générales	503
CHAPITRE 2. Les règles techniques d'application	507
Sous-titre 2. Les acteurs	531
CHAPITRE 1. Les acteurs de l'entreprise	533
CHAPITRE 2. Les acteurs externes	557
Sous-titre 3. Le temps de travail	561
CHAPITRE 1. Les règles générales	563
CHAPITRE 2. Les règles spéciales	577
CHAPITRE 3. Les repos et congés	591
Sous-titre 4. La rémunération	601
CHAPITRE INTRODUCTIF. La rémunération : nature et structure	603
CHAPITRE 1. Le montant de la rémunération	605
CHAPITRE 2. Le versement de la rémunération	619

SOUS-PARTIE 2. LA DÉTERMINATION COLLECTIVE
DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Titre I. Le partenaire syndical

<i>CHAPITRE 1. Statut du syndicat</i>	627
<i>CHAPITRE 2. Les moyens d'action du syndicat</i>	633

Titre II. Le droit de la négociation collective

<i>CHAPITRE 1. Les principes de référence du droit de la négociation collective – Principales questions</i>	659
<i>CHAPITRE 2. Le contenu technique du droit de la négociation collective</i>	667

Titre III. Les conflits collectifs du travail

<i>CHAPITRE 1. La grève</i>	721
<i>CHAPITRE 2. Le lock-out et les réponses patronales à la grève</i>	741
<i>CHAPITRE 3. Le conflit pacifié</i>	747
Index alphabétique	751

Cet ouvrage est destiné aux étudiants qui poursuivent un cursus juridique et particulièrement l'enseignement de droit du travail dispensé pendant les deux semestres de la troisième année de licence en droit. Il s'adresse également à tous les juristes et praticiens de cette passionnante matière.

Après une introduction présentant le droit du travail (formation, caractères, sources) et soulignant le rôle de l'État, l'ouvrage se divise en deux parties.

La première partie traite de l'**entreprise** : son organisation sociale, ses structures, les pouvoirs et contre-pouvoirs qui s'y manifestent, y compris le statut protecteur des représentants des travailleurs (Sous-partie I) ; puis, l'entrée du salarié dans l'entreprise, et donc les contrats intégrant le salarié dans celle-ci, ainsi que les changements affectant la relation de travail ainsi constituée (Sous-partie II) ; enfin, l'ouvrage s'intéresse à la sortie du salarié de l'entreprise (droit commun, licenciement pour motif économique, autres modes de rupture dont la rupture conventionnelle issue de la loi du 25 juin 2008, suites de la rupture) (Sous-partie III).

La seconde partie est consacrée au **travail** : statut légal de la détermination collective des conditions de travail (questions essentielles relatives à la dignité dans le travail et à la lutte contre les discriminations, aux conditions et à l'organisation du travail) (Sous-partie I) ; détermination collective des conditions de travail (étude du partenaire syndical, du droit de la négociation collective à la lumière de la loi du 20 août 2008 et des conflits collectifs) (Sous-partie II).

S'appuyant sur les textes recodifiés et sur la jurisprudence la plus récente, cet ouvrage tente de répondre aux questions essentielles de la réflexion doctrinale et bénéficie de l'expérience variée de ses auteurs (ancien conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation, universitaire, ancien inspecteur du travail).

Alain Cœuret, agrégé des facultés de droit, est directeur du master de droit social de l'Université de Cergy-Pontoise et ancien conseiller à la Cour de cassation.

Bernard Gauriau, agrégé des facultés de droit, est professeur à l'Université d'Angers, directeur du Centre Jean Bodin et avocat au Barreau de Paris (Cabinet IDAvocats).

Michel Miné est professeur associé de droit du travail au CNAM (chaire de droit social), ancien inspecteur du travail (directeur du travail), responsable du séminaire « Conditions et organisation du travail » du master 2 droit social à l'Université de Cergy-Pontoise.